

L'enseignement postsecondaire en est un autre. Réduire ce programme, nous l'admettrons tous, constituerait une erreur très grave, lourde de conséquences pour des centaines de milliers de Canadiens et pour l'ensemble du pays. En ce qui concerne le régime d'assistance publique du Canada, il faut l'envisager dans une perspective beaucoup plus large que le gouvernement, apparemment, ne le fait. Je pense qu'il devra songer à remanier complètement son programme contre la pauvreté et s'y prendre autrement que de la façon proposée, qui équivaut à une tentative de soumettre le programme actuel à des restrictions.

Il y a aussi l'assurance frais médicaux. Je le dis en toute sincérité, si le gouvernement juge nécessaire de remettre à l'étude—et je ne l'en blâme pas, car je comprends ses difficultés—le coût des programmes à frais partagés qui monte en spirale, ne serait-il pas temps qu'il se rende à la demande des provinces et leur accorde une conférence sur le régime d'assurance frais médicaux? N'est-ce pas la dernière chance qu'aurait le gouvernement de contrôler l'escalade du coût des programmes à frais partagés?

A mon avis, les provinces sont sincères en voulant un régime d'assurance frais médicaux. La plupart d'entre elles ont indiqué que le régime proposé actuellement ne leur plaît pas vraiment; elles s'inquiètent de son effet sur leurs autres priorités. Le gouvernement du Canada semble se préoccuper sérieusement de la camisole de force dans laquelle il se trouve par suite des programmes à frais partagés. Si le gouvernement est d'avis que c'est le moment de remettre à l'étude les programmes existants à frais partagés, n'est-ce pas une raison de plus pour discuter sérieusement avec les provinces du régime d'assurance frais médicaux? C'est peut-être la dernière chance pour le gouvernement d'empêcher que le pays ne se trouve dans une situation très critique.

J'aurais bien d'autres choses à dire. Voilà le problème du chef de l'opposition: il y aurait tant de choses à dire contre le gouvernement, et pourtant il ne veut pas abuser de la patience de la Chambre. J'aimerais signaler, toutefois, que la session ne dure que depuis deux semaines, que le gouvernement est au pouvoir depuis environ cinq mois, et qu'il est encore temps de changer. Il est encore temps pour le gouvernement de se ressaisir et de commencer à faire preuve de franchise et de responsabilité à l'égard du Parlement et du pays.

M. Crouse: Et d'honnêteté.

[L'hon. M. Stanfield.]

L'hon. M. Stanfield: J'ai consacré quelque temps ce matin à étudier un aspect de cette question, soit le manque de franchise du gouvernement et le secret dont il s'entoure. Le gouvernement peut encore se sortir de la camisole de force dans laquelle il croit se trouver au point de vue financier. Il est encore temps pour le premier ministre de mettre fin sur-le-champ à l'incertitude et à la confusion grandissantes à l'endroit des politiques du gouvernement et de son sens d'engagement.

Quelle impression donne le gouvernement? Comme je l'ai dit ce matin, il n'a certainement pas fait vœu de franchise. Il semble ne s'être engagé ni pour la monarchie ni pour le républicanisme, pas plus que pour un régime de gouvernement parlementaire ou congressionnel. Il ne s'est pas pleinement engagé, semble-t-il, à assurer la sécurité collective ni à se retirer de l'OTAN. Le gouvernement ne témoigne certainement pas de compassion ni pour les Canadiens ni pour les étrangers. Il a abandonné le programme visant à combattre la pauvreté et son manque d'intérêt à l'égard du Biafra nous inquiète beaucoup.

Le gouvernement ne se fait pas fort d'atteindre un degré d'excellence au Canada. Il a réduit les programmes scientifiques, les programmes de recherches et même les programmes concernant les arts. Une certaine incertitude règne au pays quant au rôle que le gouvernement entend jouer dans la défense occidentale. Incertitude également chez les Canadiens, qui se demandent si le gouvernement va transposer dans la réalité les principes de commiseration et de justice à l'égard des gens, qui nous avaient toujours semblé être à l'honneur au Canada. Incertitude encore dans les sociétés scientifiques et les universités, qui ne savent pas si le gouvernement songe sérieusement à la nécessité de progrès scientifiques au Canada. Incertitude, enfin, quant à ce qui s'est passé au cours des pourparlers sur la constitution.

On a de plus en plus l'impression au Canada que le gouvernement n'a vraiment pas conscience des engagements à prendre. Par conséquent, que la Chambre prouve que nous, nous l'avons. Encourageons le gouvernement à se tirer courageusement du marasme où il se trouve. Que les comités des affaires extérieures et de la défense nationale dressent un programme de secours pour les Biafrais, si tard soit-il. Que le comité juge par lui-même du rôle du Canada au sein de l'OTAN. Que le comité voulu indique au gouvernement une hiérarchie des valeurs, afin que celui-ci puisse établir des priorités dans ces domaines. Chargeons un comité d'étudier la constitution. Que tous les députés soient conviés au travail essentiel visant à réaliser l'unanimité sur le plan national. C'est pour cela que nous nous